



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 6 septembre 1980

N° 81

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Editorial

SOYONS PRÊTS A TOUTE RIPOSTE CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALE

Toutes tracasseries policières et judiciaires de toutes sortes n'ont pas cessé avec la pause relative que connaît la vie politique et sociale pendant les vacances.

En Guadeloupe, après un attentat commis contre une gendarmerie et le vol de quelques kilos de dynamite, perquisitions et contrôles routiers se succèdent. Par ailleurs dès le mercredi 3 septembre, plusieurs militants mariegalantais opposés au giscardien Etzol sont passés devant le tribunal correctionnel pour avoir fait face aux multiples tentatives de fraude du candidat de l'administration coloniale.

En Martinique, cela a été fin juillet le procès des 8 de Trinité, inculpés pour avoir lutté contre le racisme lors des événements de février-mars 1978. C'est la condamnation et l'incarcération d'Albert Oscar, enseignant anticolonialiste, parce qu'il s'était battu avec son chef d'établissement, un blanc.

La répression n'est donc pas restée inactive pendant toute cette période, et ce qui frappe c'est tout le cérémonial employé, tout ce déploiement de forces pour des faits apparemment mineurs.

Et toutes ces démonstrations de force, ces perquisitions et ces contrôles, tous ces procès coloniaux révèlent au moins une chose : l'inquiétude de l'administration en face de la population des Antilles.

Cette administration sait fort bien qu'elle se trouve en territoire étranger, en pays conquis dont il faut s'assurer la docilité par la répression, même si aujourd'hui cela ne prend pas un aspect dramatique comme en Algérie ou en Indochine. Elle sait bien aussi que de plus en plus nombreux sont ceux qui s'opposent à la présence française ici. Les actions terroristes revendiquées par le G.L.A. en sont un témoignage supplémentaire.

L'attitude actuelle des autorités coloniales montre sa volonté de faire front face aux revendications des anticolonialistes. Mais une telle attitude bien loin d'intimider et d'effrayer risque de produire le contraire. Cela s'est vérifié encore à propos des procès intentés aux mariegalantais qui ont eu le soutien de plusieurs centaines de personnes à Pointe-à-Pitre.

Alors l'administration a bien des raisons d'être inquiète. Le racisme, les manifestations de l'oppression coloniale qui se multiplient, le chômage, les bas salaires, tout cela qui forme la réalité coloniale est de plus en plus mal supporté par une fraction grandissante de travailleurs et de jeunes Antillais. Intimidations, procès et perquisitions n'y changeront rien.

Meeting et manifestations au procès des Marie-Galantais

Mercredi 3 septembre, s'est déroulé le procès des Marie-Galantais qui avaient osé protester contre l'attitude du pouvoir colonial lors des dernières élections cantonales de Grand-Bourg en juin dernier, et contre l'attitude d'Etzol, le maire Giscardien de Grand-Bourg lors des élections de novembre 78.

Accusés tour à tour de coups et blessures à l'égard de gendarmes, de déprédation de matériel dans plusieurs bureaux de vote ou encore de coups et blessures à l'égard de la personne du sous-préfet, les frères Bastide, leur père, Alain Tirolien, risquaient donc des peines de prison ferme. Mais, depuis plus de deux mois, la mobilisation contre la répression à Marie-Galante et l'écho que toute cette affaire a eu dans l'opinion publique a permis de faire reculer l'administration coloniale dans sa volonté de réprimer durement les jeunes Marie-Galantais.

Déjà, au mois de juin, meeting et manifestations avaient contraint la justice coloniale à libérer Philippe Bavarday qui avait été arrêté à Marie-Galante et transféré menottes aux poings à la prison de Pointe-à-Pitre.

Mardi soir, à la salle Rémy Rainsouta de Pointe-à-Pitre, un grand meeting organisé par près de dix sept organisations syndicales et politiques de gauche et d'extrême gauche a permis de dénoncer avec force la répression qui s'abat depuis juin dernier à Marie-Galante. Plusieurs orateurs rappelèrent notamment comment, après les élections, les gendarmes avaient envahi l'île et organisé une véritable opération punitive en venant arrêter Bavarday, Girard et Bastide. Mais ils rappelèrent aussi comment la population s'était opposée avec courage et dignité à cette invasion armée de leur île et à la brutalité féroce des gendarmes mobiles.

Mercredi donc, à l'appel de ces organisations, près de deux cents personnes s'étaient rassemblées devant le tribunal de Pointe-à-Pitre pour soutenir les Marie-Galantais et pour protester contre la répression dont ils sont victimes.

Le jugement de toutes ces affaires sera rendu mercredi 10 septembre. Mais d'ores et déjà on peut dire que la justice coloniale a reculé ne serait-ce que par la légèreté des peines réclamées par le ministère public. Il est cependant nécessaire de se tenir encore prêt à protester si cela s'avère nécessaire car c'est la relaxe pure et simple des inculpés qu'il faut exiger. Le seul coupable est le pouvoir colonial qui, en fomentant de toutes pièces une série de provocations veut museler toute opposition à sa politique et à celle de ses représentants du type Etzol à Marie-Galante.

Débat sur la réforme foncière : quand on masque le vrai problème de la terre



Il y a quelques jours, un certain nombre d'élus : Bernier, Esdras et Florent Girard, de président d'associations agricoles : Gendrey et Lacascade, le secrétaire syndical de l'U.G.T.G., R. Mounien étaient présents à la télévision pour parler de la réforme foncière.

Pendant une heure, tour à tour, ils se sont faits les défenseurs de cette réforme. Toutes les parties présentes lors du débat ont choisi de « jouer le jeu ». La réforme foncière serait une chance unique pour l'industrie sucrière de la Guadeloupe et donc le développement du pays, et si les « bons Guadeloupéens » ne s'en saisissent pas, ils porteront la responsabilité de la « catastrophe ».

Au cours du débat, on a appris que l'exploitation et la gestion des terres se feraient transitoirement par l'intermédiaire de SICA (organisme paritaire fonctionnant avec la participation de l'administration). Florent Girard qui était à la tête de la délégation s'étant rendue au ministère de l'Agriculture dernièrement a expliqué longuement, comment il avait défendu la nécessité d'assurer une gestion

(suite page 4)

LE TERRORISME DU G.L.A. NE PREPARE EN RIEN L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS

Depuis quelques jours le pouvoir colonial a entrepris en Guadeloupe, toute une série d'actions répressives.

Perquisitions chez des militants anticolonialistes ou même chez des jeunes soupçonnés de partager des idées révolutionnaires, contrôles routiers pratiquement tous les soirs se multiplient. Pourquoi tout cela ?

Pour retrouver les militants d'une organisation terroriste qui se prénomme le G.L.A. et qui aurait été à l'origine de certains attentats perpétrés en Guadeloupe.

Dans des numéros précédents nous avons dit que nous comprenions parfaitement que des gens ayant vraiment assez du colonialisme, du mépris et du cynisme de ses ministres ou autres représentants aient décidé d'utiliser des méthodes terroristes pour chasser le pouvoir

colonial de la Guadeloupe.

C'est bien pour cela que face au colonialisme, nous sommes solidaires des militants du G.L.A.

Nous défendons et soutiendrons tout militant frappé et poursuivi par le pouvoir colonial quelle que soient les divergences que nous puissions avoir avec lui. Nous dénonçons tout droit à l'impérialisme français qui pille la Guadeloupe, exploite et opprime les travailleurs depuis trois siècles de juger et condamner des militants qui précisément veulent mettre fin à l'oppression coloniale.

Juger des méthodes et des actes de militants anti-colonialistes est une affaire qui concerne les organisations qui luttent contre le pouvoir colonial.

Néanmoins, si nous sommes solidaires des

militants du G.L.A. nous ne partageons pas les conceptions politiques de cette organisation. Le G.L.A. entend libérer le peuple guadeloupéen du joug colonial en pratiquant des attentats terroristes et donc en agissant à la place du peuple et en dehors de son contrôle. Par des actions terroristes le G.L.A. veut tout simplement rallier derrière lui sinon tout « tout le peuple », du moins une fraction importante et ainsi conquérir le pouvoir.

Si un tel pouvoir s'installait en Guadeloupe se serait bien le pouvoir d'un Parti, et nécessairement celui d'une classe, la petite bourgeoisie citadine et non point un pouvoir sur lequel les travailleurs exerceraient un quelconque contrôle.

Suite page 4

VICTOIRE DES OUVRIERS POLONAIS

La longue grève des travailleurs polonais, qui durait depuis deux mois, s'est achevée dans les chantiers navals de Gdansk et de Szczecin, sur une victoire. Les ouvriers ont finalement obtenu satisfaction sur leurs deux principales revendications : le droit de grève et le droit à la création de syndicats libres. Mardi 2 septembre, ce sont à leur tour les mineurs de Silésie qui obtenaient satisfaction : droit de grève et constitution de syndicats libres, mais aussi semaine de 5 jours et retraite à 50 ans.

De fortes hausses de prix, en particulier celui de la viande, avaient été à l'origine des grèves, début juillet. Mais très vite, les grèves avaient pris un caractère politique, et les travailleurs les plus combattifs étaient ceux des chantiers navals de la Baltique, en particulier dans la ville de Gdansk, où les ouvriers des chantiers navals Lénine ont déclenché la lutte.

Les travailleurs se sont organisés en comité commun aux différentes usines en grève, tant à Gdansk que dans d'autres villes de Pologne.

Ces comités de grève, indépendants des syndicats contrôlés par le gouvernement — étaient donc illégaux. Les travailleurs ont obligé le gouvernement à discuter avec leurs comités de grève et pour toutes les entreprises en même temps. Ils ont également exigé que toutes les négociations soient publiques. Ainsi des hauts-parleurs permettaient aux grévistes de suivre les discussions entre leurs représentants et le gouvernement alors qu'un haut-parleur branché dans l'autre sens informait ceux qui discutaient des réactions des ouvriers. Les négociations étaient également, selon la volonté des ouvriers en lutte, diffusées en direct sur les ondes.

La satisfaction de la revendication des syndicats libres avait semblé à beaucoup impossible, dans un pays de l'Est où une dictature, qui se prétend socialiste, s'exerce sur la population et en particulier les travailleurs. Mais c'était sans compter avec cette force extraordinaire qu'est la classe ouvrière : elle a démontré une nouvelle fois qu'à condition de

le vouloir elle peut tout. Car les dirigeants polonais en ont fait l'amère expérience : quand les travailleurs se croisent les bras, rien ne marche.

Devant l'extension du mouvement, il a bien fallu que Gierek et ses compères fassent des concessions : ce fut tout d'abord le limogeage d'un certain nombre de dirigeants parmi les plus déconsidérés. C'est à la suite d'un tel mouvement de grève, en 1970, que Gierek était venu au pouvoir. Mais les ouvriers, cette fois, ont refusé de se satisfaire d'un changement de personnes qui laissait en place tout le système. Gierek a donc dû aller plus loin, en reconnaissant le droit de grève et le droit de se syndiquer ailleurs que dans les organismes officiels. Il a même libéré les principaux opposants.

Il s'agit donc d'une victoire de taille, même si les ouvriers polonais auront sans doute à lutter encore dans les mois à venir pour en obtenir l'application réelle. Certes, le mouvement tel qu'il s'est déroulé, avec les objectifs et la

direction qui sont les siens, a ses limites : les travailleurs polonais n'ont pas engagé la lutte pour renverser le pouvoir en place, encore moins pour s'emparer de ce pouvoir. Ils ne prétendent pas non plus lutter pour un véritable socialisme, qui n'aurait rien à voir avec la caricature que représente l'Etat polonais. Les travailleurs polonais sont en majorité catholiques, et sont davantage inspirés par un sentiment national que par l'internationalisme. Mais à qui la faute, sinon précisément aux dirigeants polonais et aux bureaucrates soviétiques qui ont donné au socialisme qu'ils prétendent représenter, le visage de la dictature, et qui ne manifestent leur « internationalisme » que par chars interposés ?

Les révolutionnaires ne peuvent que se réjouir de la victoire des travailleurs polonais, qui ouvre de nouvelles perspectives d'organisation pour les travailleurs de ce pays. C'est à travers de telles expériences que les ouvriers polonais pourront un jour engager le combat pour leur véritable émancipation.

UGANDA: comment la France et la Grande-Bretagne profitent de la misère d'une population pour consolider leur domination.

Comme chaque année la famine consécutive à la sécheresse s'est abattue sur les peuples d'Afrique. La population du Karamoja en Ouganda est aujourd'hui l'une des plus touchées. Tout-récemment encore mille à mille cinq cents personnes mouraient chaque semaine de faim. L'action d'organismes humanitaires français, anglais et d'autres liés à l'O.N.U. a permis ces derniers temps de secourir les affamés et de reconstituer les stocks de denrées alimentaires.

L'œuvre des organisations charitables est doublée d'une intense propagande des gouvernements français et anglais. Ces gouvernements s'attribuent abusivement devant l'opinion publique la paternité des actions humani-

taires. En réalité les secours ne proviennent que de collectes et de dons. Le gouvernement anglais n'a pratiquement pas déboursé une centime pour venir en aide à son ancienne colonie. Giscard lui, a envoyé deux hélicoptères et un hôpital de campagne, ce qui est nettement insuffisant face aux besoins énormes de la population.

Cette « aide » dérisoire de toute manière apparaît bien plus comme une opération de prestige au service des intérêts de l'impérialisme français.

Les gouvernements anglais et français ne se soucient pas de coopérer pour venir en aide le plus rapidement et le mieux possible aux populations sinistrées ; ils s'opposent pour rai-

sons politiques. Les gouvernements n'ont pas comme priorité d'aider les populations mais plutôt de faire ressortir l'origine de l'aide accordée. L'impérialisme français par ce biais tente de pénétrer dans un pays qui a toujours été directement ou indirectement sous la domination de l'impérialisme anglais. Ce dernier s'oppose à l'avance de l'impérialisme français.

La forme de l'aide accordée par ces deux pays en dit long sur leurs intentions. Au Sahel l'an dernier, en Ouganda cette année, ils donnent de la nourriture, des médicaments, des vaccins, en quantité toujours insuffisante, mais ils ne donnent jamais aux Africains de véritables moyens pour subvenir eux-mêmes à

leurs besoins. Ils font tout simplement l'aumône à ces peuples.

Ceci est tout à fait logique, car l'impérialisme, le capitalisme, n'ont rien d'humanitaire. Ils sont basés sur l'exploitation des hommes. Les impérialistes anglais et français n'ont comme but, en Afrique comme ailleurs, que la réalisation du maximum de profits. Ils font tout pour maintenir les différents peuples dans une grande misère et dans une grande dépendance vis-à-vis d'eux. La moindre sécheresse, la moindre inondation provoquent des milliers et des milliers de morts.

Noël CANTIUS

GUADELOUPE PTT, E.D.F., Les services publics à la dérive

La colère gronde parmi les usagers et les abonnés des différents services publics. Le mécontentement explose dans les longues files d'attente devant les guichets des P.T.T. Les réflexions vont bon train : « c'est inadmissible ! cela ne peut plus durer ! ». Dans les bureaux d'abonnement au téléphone ce sont les mêmes réflexions, les mêmes contestations les mêmes explosions de colère.

A tout cela vient s'ajouter la mauvaise distribution d'électricité. Décidément les choses vont de plus en plus mal au niveau des services publics !

Mais là où le mépris à l'encontre des usagers et le je m'en foutisme ont dépassé la limite du supportable, c'est bien à l'E.D.F.

E.D.F.

Cela faisait bien longtemps que les nombreuses coupures de courant existaient dans toute la Guadeloupe. Mais les moyens d'information : FR3, France-Antilles, gardaient le silence autour de cela.

Il a fallu que certains postes périphériques en parlent pour que ceux-ci sortent de leur mutisme et donnent un peu plus d'informations à la population. C'est ainsi qu'un « Monsieur E.D.F. » prit naissance. Il intervient depuis quelques jours chaque matin sur les ondes pour faire le point sur la situation.

C'est vraiment se moquer des abonnés. En fait la direction de l'E.D.F., en rendant officielles les coupures de courant veut les faire paraître comme une chose normale à laquelle doit s'habituer la population.

LE TELEPHONE.

Quant au téléphone, il sonne dans toutes les directions, ou bien il ne sonne pas du tout.

On fait un numéro et voilà qu'on a plusieurs personnes sur la même ligne. Ou encore pendant toute une journée ce téléphone manque de tonalité, et on se trouve dans l'impossibilité de téléphoner.

Les abonnés n'ont aucun contrôle sur le fonctionnement de ce service, pourtant les notes du téléphone restent pour eux un véritable mystère. Car même quand on a peu téléphoné on paie des factures élevées et de surcroît pour un service de mauvaise qualité.

Le mécontentement des usagers se faisant

de plus en plus sentir, un certain nombre d'organisations de consommateurs a vu le jour.

L'organisation des consommateurs en Guadeloupe a dénoncé la mauvaise distribution en électricité et a voulu organiser une grève des paiements. En Martinique l'Association pour la Défense des Usagers a mené toute une campagne contre le mauvais fonctionnement du téléphone. Et contre les factures établies par les PTT, sans aucun contrôle.

Ces actions demeurent, pour l'instant, timides. Elles ont cependant obligé l'Administration à faire quelques promesses. Pour qu'il y ait une véritable amélioration des services publics en Martinique et en Guadeloupe, il faudrait que les usagers s'organisent beaucoup plus largement.

L'INSÉCURITÉ EN MER : UNE INCURIE DE L'ADMINISTRATION

Dimanche 24 août, deux adultes et deux enfants sont morts dans un naufrage. Ils faisaient partie d'un groupe d'amis et de parents qui avait pris une barque pour se rendre à l'île Caret à Sainte-Rose.

La barque s'est renversée avant d'atteindre l'île. La plupart des passagers ont pu résister jusqu'aux premiers secours mais malheureusement quatre d'entre eux ont péri.

Que ce soit en Guadeloupe ou en Martinique ce n'est pas la première fois que des accidents se produisent en mer. Bien sûr, ils sont dus parfois à l'imprudence ou aux intempéries, mais s'il existait de véritables moyens de sécurité il y aurait eu moins de victimes.

Les pouvoirs publics auraient dû veiller à ce que les bateaux soient équipés en matériel de sauvetage. S'il existait des bateaux de plaisance pour les sorties touristiques en mer, les risques seraient moins grands : les bateaux de pêcheurs qui sont très souvent utilisés pour ces sorties ne sont pas aménagés en conséquence.

La même insécurité existe sur les plages. La baignade n'est pas surveillée. En cas de noyade il n'y a aucun secours immédiat faute d'un poste de secours sur les lieux.

Une telle insécurité dans un pays où la population est souvent en contact avec la mer, est un scandale ! Faudra-t-il qu'il y ait d'autres victimes pour que le problème de la sécurité en mer soit véritablement posé ?

A l'hôpital psychiatrique de Sainte-Claude : plusieurs licenciements abusifs.

Quatorze agents hospitaliers (infirmiers) de l'hôpital psychiatrique viennent d'être licenciés pour avoir refusé de travailler dans des conditions contraires au propre règlement de l'hôpital.

Après leur avoir d'abord infligé un blâme puis avoir réduit leur traitement de moitié, la direction de l'hôpital a franchi une autre étape en les licenciement.

Il s'agit là d'un licenciement scandaleux. Déjà les licenciés n'ont pas l'intention d'accepter sans rien dire leur licenciement. Mais cet acte arbitraire ne concerne pas uniquement ces derniers. C'est l'ensemble des agents de l'hôpital qui doivent se sentir visés car s'ils acceptent sans broncher le licenciement de leurs camarades ils créeraient un précédent qui pourrait très vite se retourner contre eux.

HAÏTI : RISQUE DE FAMINE

Selon un délégué de la Croix-Rouge 1 200 000 personnes du Sud d'HAÏTI sont menacés de famine d'ici la fin de l'année. En effet cette région est l'une des plus misérables de l'île. Ces habitants souffrent en temps normal de malnutrition. Le 6 août le cyclone Allen a ravagé les cultures vivrières qui assurent normalement la subsistance de la population.

Mais la responsabilité de cette menace de famine revient avant tout à l'extrême pauvreté du pays et à la très grande exploitation à laquelle est soumise la population de la part des capitalistes en particulier américains. La misère est telle qu'il est impossible aux paysans de constituer des réserves de nourriture. Le plus petit cyclone plonge la région dans la famine.

Il se peut que les pays occidentaux viennent en aide aux populations sinistrées. Dans le meilleur des cas les impérialistes américains, français et autres distribueront cette aide à grand renfort de publicité en décernant à leurs actions le label humanitaire.

Ils laisseront Haïti dans le même état, et tout aussi incapable de faire face aux cataclysmes qu'auparavant.

Noël CANTIUS

BROCHURE « LA FACE CACHÉE DE LA FRANCE AUX ANTILLES »

Deux militants nationalistes martiniquais, Chauvet et Cabort-Masson ont publié une brochure intitulée « La face cachée de la France aux Antilles », qui est une étude sur l'histoire des forces armées coloniales françaises.

Les auteurs démontent le rôle de l'armée française à chacune des étapes de la colonisation française : d'abord massacre des Caraïbes, puis soutien de l'ordre esclavagiste et enfin instrument de la domination des capitalistes et du colonialisme français.

L'intérêt de cette étude réside aussi dans le fait que les auteurs ne se contentent pas d'affirmer que la domination française ne fut pas simplement militaire, mais qu'elle est allée de pair avec un intense lavage de cerveau dans lequel la religion catholique et plus tard l'école coloniale ont joué un rôle.

La brochure se termine par des illustrations de Sinamal et Chantalou ainsi que par un certain nombre de documents qui mettent à nu le comportement de l'armée française en Algérie, ou encore des extraits du rapport Nêmo de 1963, rapport à partir duquel a été institué le S.M.A.

Un livre dont nous recommandons la lecture.

J. BRUEL

La politique du Gouvernement Français dans les D.O.M.-T.O.M. : un aveu d'échec !

Le Gouvernement vient de publier une brochure faisant le bilan de la situation sociale et économique dans les D.O.M.-T.O.M. et annonçant toute une série de projets à partir desquels sera déterminée le huitième plan. Ce rapport a été rédigé par le comité constitué essentiellement par des hauts fonctionnaires, de quelques élus des D.O.M.-T.O.M. et de capitalistes tels le P.D.G. du Club Méditerranée, celui de la société Le Nickel qui exploite les minerais de Nouvelle Calédonie ou encore le secrétaire général d'Air France.

Dès l'introduction de la brochure ces agents de la bourgeoisie française annoncent la couleur : le septième plan n'a pas eu, dans les D.O.M.-T.O.M., un bilan positif. Ainsi ils reconnaissent que :

« l'agriculture, base traditionnelle de l'économie des D.O.M., a vu ses exportations plafonner pour le sucre, le rhum, la banane », que « les activités industrielles sur lesquelles les pouvoirs publics avaient fondé leur volonté de créer des emplois, n'ont apporté qu'une contribution limitée à la résorption du chômage ». Ils constatent également un échec concernant la politique touristique des D.O.M.

Dans la même introduction il est fait mention de « changement positifs » dans les D.O.M.-T.O.M.. Il semble que les membres de ce comité ne voient pas la réalité du même œil que tous. Ils parlent en effet de succès des « plans de relance de la culture de la canne et des plans de restructuration des industries sucrières et rhumière ». Peut-être n'ont-ils jamais entendu parler des fermetures de Blanchet, Lareinty ou Darbousier ou des surfaces immenses qui ont cessé d'être cultivées en canne au cours du septième plan ?

« L'intégration des D.O.M. à la C.E.E. » serait elle aussi un élément positif. Or dans la même brochure sont détaillés les multiples inconvénients de cette intégration et les pou-

voirs publics sont même invités à être « vigilants sur les conditions d'intégration des D.O.M. à la C.E.E. ».

Le comité se dit satisfait de la « mise en place en 1979 de nouveaux tarifs aériens sur les Antilles et la Réunion » comme s'il ignorait que rapidement des augmentations ont éliminé l'aspect « économique » des vols vacances. Dans la même introduction il montre le peu de cas qu'il fait des dockers de Fort-de-France ou de Basse-Terre et se vante de la « préparation de la conteneurisation du trafic marchandises aux Antilles-Guyane ».

Le dernier point signalé comme étant « positif » pour le septième plan concerne l'indemnisation du chômage qui n'est d'ailleurs pas encore appliquée et dont on sait que, compte tenu des restrictions de la loi dans les D.O.M., elle ne touchera que très peu de chômeurs.

D'IMMENSES POSSIBILITÉS INEXPLOITÉES

La suite de la brochure fait état d'un certain nombre de projets pour les D.O.M.-T.O.M. Alors même que les départementalistes nous rebattent les oreilles avec la soi-disant pauvreté des Antilles, un comité d'agents du gouvernement français vient nous expliquer dans cette brochure qu'il est tout à fait possible de subvenir aux besoins locaux en réorganisant la production locale ! Des détails nous sont donnés sur le moyen de développer « les cultures fruitières et maraichères », sur la façon de répondre à la demande en viande et en poisson sans avoir recours à de si importantes importations européennes. On nous parle même de la possibilité de grandes plantations de fleurs et de légumes destinés à être vendus

à l'extérieur des D.O.M. On croit rêver. Ces gens avouent également la responsabilité du gouvernement concernant le fait que les D.O.M. ne produisent pas grand chose.

Et ils expliquent qu'avec une autre politique bancaire il serait possible de multiplier les entreprises artisanales locales, qu'elles correspondent à un besoin, qu'il serait possible d'organiser la distribution de leurs produits, et qu'en outre elles fourniraient des emplois.

Seulement voilà ! Les cinquième, sixième ou septième plans nous ont raconté la même chose. Le gouvernement français avait de grands projets mais n'a jamais réalisé le développement économique des D.O.M.-T.O.M. Au contraire, il a fait en sorte que toute production locale disparaisse, concurrencée par celle des capitalistes de la métropole. Aujourd'hui encore les travailleurs des Antilles n'ont à attendre aucun développement économique de la part du gouvernement français. Celui-ci est au service des capitalistes français et ceux-ci n'ont pas encore renoncé à s'enrichir dans les D.O.M. Ne lit-on pas (p. 847...) « un coût trop élevé du fret entre la métropole et l'outre-mer peut conduire, à terme, à une distension de leurs liens économiques traditionnels avec la métropole au profit des échanges avec leur environnement géographique. Compte tenu des conséquences néfastes d'une telle évolution, le Comité propose que les pouvoirs publics mettent à l'étude la possibilité de réduire le coût du transport entre la métropole et l'outre-mer français... ». Les colonies sont d'abord là pour consommer les marchandises de leur métropole avant celles de leur proche environnement.

DES RESTRICTIONS POUR LES TRAVAILLEURS

Les conclusions du comité sont claires : les intérêts des capitalistes seront préservés, mais, aux travailleurs on annonce que la « migration des originaires des D.O.M. vers la métropole ne cessera de s'amplifier, mais sera rendue plus difficile par la situation de l'emploi en métropole. » On nous rappelle que l'enseignement dispensé par la France n'est pas adapté aux D.O.M.-T.O.M., que « les taux d'échecs sont élevés (40 à 60 %) et la déperdition des connaissances à la sortie de l'école est extrêmement rapide (jeunes appelés du contingent sachant à peine lire et écrire après la scolarité obligatoire). Et, alors même que, au moins pour l'école, il faudrait que l'Etat paie, le comité fait savoir à tous que les crédits du gouvernement français utilisés pour les D.O.M. « progresseront moins rapidement qu'auparavant », façon élégante de dire qu'ils diminueront. Le gouvernement envisage également de faire des économies en rognant sur les 40 % des fonctionnaires. Ce serait, pour le comité, une façon de rapprocher les salaires du public et du privé afin d'encourager les travailleurs du secteur privé à accepter les bas salaires. Nous apprenons aussi par ce comité que « l'insuffisance de créations d'emplois et d'activités sera durable » dans les D.O.M. Enfin le comité reconnaît que la politique démographique menée par la France dans les D.O.M. a conduit à une diminution inquiétante de la population des Antilles préparant, si rien ne change, « pour les générations futures une société confrontée à de graves problèmes de régression économique et sociale ».

Le gouvernement français reconnaît lui-même que sa politique dans les D.O.M.-T.O.M. n'a conduit qu'à un échec.

Pour Davidas, du PPM, la démocratie n'est pas pour les travailleurs

Dans la rubrique « Libre opinion » du journal *Le Naif*, Pierre Davidas, un des représentants les plus connus du Parti Progressiste Martiniquais, développe ses idées sur « la démocratie et le socialisme », par rapport à la lutte de libération nationale. Si le contenu de l'article est souvent confus et contradictoire, il s'en dégage cependant une idée principale, qui est la réponse à la question posée par le titre de l'article : « La démocratie est-elle possible dans les premiers jours d'une décolonisation ? ». A cette question, Davidas répond clairement « non ».

Les arguments invoqués pour justifier cette réponse sont essentiellement d'ordre « national ». Selon Davidas, la démocratie à l'intérieur d'une Martinique délivrée du colonialisme français serait impossible en raison de la faiblesse même du jeune état : « Qui peut un instant penser », s'écrie-t-il, « qu'un jeune état Martiniquais naissant et chancelant, sans économie, sans industrie, peut supporter l'exercice de la démocratie ? Non, il faut que l'on cesse d'abrutir ce petit peuple. »

Si selon Davidas, la France, qui est « un grand pays colonisateur... peut accepter sans mal l'exercice de la démocratie totale », il ne saurait en être de même pour la Martinique à l'heure de sa libération nationale. « Peut-on laisser une lutte politique acharnée », s'écrie-t-il, « s'instaurer à l'intérieur du jeune état naissant et chancelant ? Tout cela est bon pour la France, mais pas pour une Martinique libre faisant ses premiers pas ». Il va même plus loin, en affirmant que l'exercice de la démocratie dans le jeune état Martiniquais conduirait celui-ci tout droit au fascisme !

Mais qu'entend Davidas par le mot « démocratie » ? Eh bien, il le précise lui-même : « le respect d'un certain nombre de libertés fondamentales, notamment d'expression (presse, réunions, radios diverses, télévisions diverses, etc...), de déplacement, d'association, de la diffusion de l'instruction et de la bonne organisation de l'information des citoyens ». Et il ajoute : « Si ces conditions ne sont pas remplies, il ne peut y avoir de démocratie véritable ».

Ainsi nous voilà fixés : dans la Martinique indépendante telle que la conçoit Davidas, il ne saurait exister de pareilles libertés, puisque l'exercice de la démocratie serait impossible.

Mais Davidas se garde bien de préciser qui serait privé de l'exercice de ces libertés. Quelles fractions de la population ? Les grands propriétaires fonciers ? Les capitalistes

et les agents de la répression patronale ? les bourgeois et les exploités ? Ou bien alors, la population travailleuse, les ouvriers, les petits paysans, tous les pauvres en général ?

Davidas englobe toutes les couches sociales martiniquaises dans la même catégorie, baptisée « peuple martiniquais », et pour lequel selon lui, l'exercice de la démocratie, le débat politique, l'expression des idées, seraient choses défendues et dangereuses dans une Martinique indépendante.

C'est donc au nom de l'intérêt national que ce militant du Parti Progressiste Martiniquais estime qu'il sera nécessaire de priver « le Peuple Martiniquais » du droit d'expression et de l'exercice de toutes les libertés démocratiques. Autrement dit, les différentes catégories exploitées et opprimées de la population, les pauvres, les travailleurs, n'auront pas leur mot à dire dans la direction et l'organisation du futur état martiniquais. Le débat politique, « une lutte politique acharnée » comme dit Davidas, serait répréhensible, car nuisible à l'intérêt de l'état national martiniquais.

Que les exploités et les opprimés n'aient pas leur mot à dire dans la conduite des affaires du futur état martiniquais, on voit tout de suite à quelle couche sociale cet état de choses peut profiter : à la bourgeoisie martiniquaise et à la petite bourgeoisie qui entendent diriger le pays sans que des contestations ne s'élèvent d'en bas, c'est-à-dire du côté des pauvres, des ouvriers, de tous ceux que cette bourgeoisie et petite-bourgeoisie continuera d'exploiter, pour son propre profit cette fois, une fois débarrassée de la concurrence et de la pression du colonialisme français.

En réalité, au nom de l'intérêt supérieur de la nation martiniquaise, Davidas appelle les ouvriers et tous les travailleurs à accepter par avance un système dans lequel des dirigeants, représentants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie martiniquaises, exigeraient d'eux l'acceptation, obéissance et soumission, sous le prétexte de ne pas mettre en péril le jeune état naissant. Et il justifie par avance, toujours au nom de l'intérêt national, une éventuelle répression contre les travailleurs, au cas où ceux-ci chercheraient quand même à exercer leurs droits démocratiques d'opinion, de parole, d'association et d'expression, et mettraient en cause les dirigeants bourgeois et petits-bourgeois de l'état national.

Davidas cherche à persuader les travailleurs martiniquais qu'il n'est pas de leur intérêt de donner libre cours à toutes les tendances

d'opinion qui traversent le mouvement ouvrier. Le régime du parti unique lui apparaît plus conforme à l'intérêt national. C'est effectivement la voie qu'ont choisie toutes les bourgeoisies nationales prenant la direction d'un pays après une lutte de décolonisation. Il s'agit pour elles de faire taire les aspirations légitimes des travailleurs, de les écarter du pouvoir et donc de toute possibilité d'expression et de décision, et de fermer la bouche à tous ceux qui seraient susceptibles de contester leur pouvoir, c'est-à-dire les différentes catégories de la population laborieuse, s'exprimant par leurs organisations et leurs partis. Plus les classes dirigeantes du nouvel état national sortent de la période de colonisation en état de faiblesse et de déliquescence, plus elles demanderont aux travailleurs et aux exploités d'accepter les sacrifices matériels et le sacrifice de leur liberté au nom de l'intérêt général de la nation.

C'est ce que fait à l'avance Davidas, représentant du P.P.M.

Pour brouiller les cartes et faire croire aux travailleurs martiniquais qu'un tel système irait aussi dans le sens de leur intérêt, il le baptise du nom de « dictature du prolétariat ». Mais l'absence de démocratie dont il parle n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat qui est au contraire l'expression la plus large, la plus démocratique possible, des larges masses opprimées, et l'exercice de leur pouvoir sur la petite minorité de la bourgeoisie exploiteuse.

Pour Davidas, une expression généralisée des sentiments, des idées, des opinions de toutes les couches de la population laborieuse, des ouvriers, des paysans pauvres, et de tous ceux qui sont aujourd'hui accablés par la société d'exploitation, serait l'équivalent d'un « désordre généralisé ».

Effectivement Davidas, en tant que porte parole de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie nationales qui aspirent à diriger le pays, craint plus que tout la libre expression des travailleurs et des couches défavorisées de la population dans le nouvel état Martiniquais. Car si les travailleurs et les pauvres expriment librement leurs revendications et leurs aspirations au moyen de leur propres organisations ils en arriveront inévitablement à s'opposer aux nouvelles couches dirigeantes qui leur prêcheront l'acceptation et les sacrifices. Cela peut conduire à contester les décisions de cette direction politique. Et l'expression massive et ouverte de cette contestation peut amener la classe ouvrière à poser sa propre candidature au pouvoir.

C'est bien de cela que les gens comme Davidas ont peur. Les classes bourgeois nationales se sentent trop faibles pour pouvoir résister longtemps à la force d'un mouvement prolétarien organisé qui, ayant toutes les possibilités de s'exprimer, et de défendre ses revendications, pourrait aisément les balayer de l'avant-scène politique et prendre leur place.

Aussi, prenant les devants, ceux qui, comme Davidas, parlent au nom des classes bourgeois, engagent dès maintenant les travailleurs à se taire, à accepter au nom de la défense de la patrie nouvellement créée les sacrifices que les classes dirigeantes leur demanderont demain. Et pour mieux leur lier les mains et leur fermer la bouche, ces « idéologues » de la bourgeoisie nationale les appellent à se regrouper dès maintenant derrière leur direction politique. C'est ce qu'exprime Davidas en engageant « les masses populaires à suivre... le chef, le meneur, qui sait parler et comprendre leur langage... » Car cette direction politique bourgeoise peut très bien être représentée par un seul homme, un seul leader, comme Césaire.

Aussi n'est-ce pas par hasard ou par ignorance que Davidas repousse le débat sur la démocratie et le socialisme, au nom de l'urgence et de la priorité absolue de la lutte de libération nationale. C'est une volonté délibérée des classes qu'il représente que d'amener les travailleurs à taire leurs revendications et à accepter sans mot dire une direction politique nationale bourgeoise.

En fait, Davidas dit tout haut et tout crûment aux travailleurs ce que d'autres dirigeants du P.P.M. expriment de façon plus habile et plus voilée de crainte de s'attirer leur méfiance ou leur hostilité. Mais l'attitude de tous ces représentants du parti national bourgeois qu'est le P.P.M. est la même vis-à-vis de la classe ouvrière.

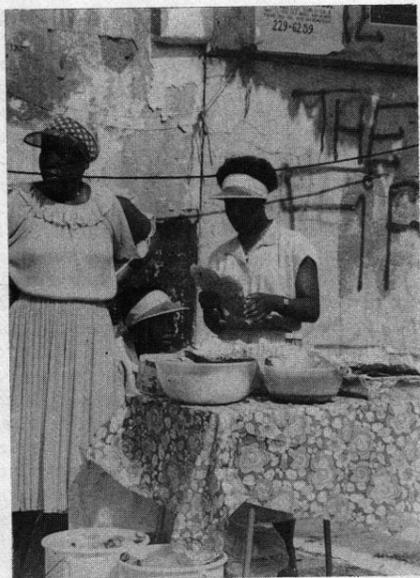
Aussi les travailleurs doivent-ils tenir compte de ces avertissements que leur donnent aujourd'hui des gens comme Davidas, et qui sont autant de mises en garde pour demain. Les ouvriers ont tout intérêt à préserver leurs libertés, leur droit de parole et de décision, en s'organisant entre eux, à l'écart de ceux qui parlent au nom des petits bourgeois et bourgeois martiniquais. L'organisation indépendante des travailleurs est leur seule garantie de ne pas se retrouver demain un baïllon sur la bouche, à la remorque de classes dirigeantes qui ne seront en fait pour eux qu'une nouvelle catégorie d'exploiteurs.

EMIGRATION ANTILLAISE A LONDRES : DEUX JOURS DE CARNAVAL A PERDRE HALEINE

Les 25 et 26 août dernier avait lieu à Notting-Hill le désormais traditionnel mais néanmoins exceptionnel carnaval antillais de Londres.

Imaginez 200 000 personnes, presque autant que la population de la Guadeloupe ou de la Martinique, déambulant dans un quartier aussi grand que Pointe-à-Pitre ou Fort-de-France.

Imaginez que sur tous les trottoirs de Notting-Hill, de Powis Square à Acklam Road en passant par All Saints Road et Portobello Road, comme pour une fête communale de chez nous, des centaines de petits bars vendant des sorbets au coco, des snow-balls multicolores, des pains de maïs grillés, des morceaux de morue frite mais aussi des coca-cola, des hot-dogs...



Imaginez des dizaines et des dizaines de chars (camions, plateformes artisanales...) montés par des orchestres de Steel band ou de reggae dont les membres n'avaient parfois pas plus de dix ou treize ans... mais dont l'ardeur et la constance étaient sans égales.

Imaginez enfin des centaines de participants endiablés dont les costumes flamboyants illustraient les thèmes les plus divers : protestations contre la course aux armements atomiques à l'aide de costumes faisant référence à Nagasaki et à Hiroshima ; encouragement à la lutte des opprimés grâce à l'évocation des luttes des barbares (Huns, Goths, Gaulois,...)

Un CARNAVAL SUR FOND DE MISERE ET DE RACISME

Mais derrière la fête de quelques jours, il y a la réalité quotidienne que vit l'émigration antillaise en Angleterre. Et cette réalité est loin d'être attrayante.

Ainsi la misère des émigrés antillais est visible partout, pour peu qu'on veuille la regarder.

Elle est dans les sordides taudis d'Acklam Road que ne peuvent cacher les immenses et bruyantes enceintes acoustiques qui s'entassent sur les trottoirs. Elle est dans l'oisiveté forcée des communautés rastas d'All Saints Road, elle est dans l'hostilité ouverte des jeunes chômeurs de la seconde génération (ceux qui sont de nulle part parce que nés à Londres) qui se regroupent au bout d'Acklam Road dans l'attente du coup de poing avec la police.

Cette misère qui impose sa présence au carnaval : ce sont les ghettos de Brixton, de Notting Hill résultat de la discrimination raciale, privée et publique au niveau du logement.

C'est six fois plus de chômeurs parmi les jeunes Antillais de la seconde génération que parmi les jeunes Anglais.

C'est aussi le racisme militant des politi-



ciens d'envergure nationale comme Enoch Powell ou celui des petits groupes d'extrême droite qui perpétuent les agressions sur les Antillais.

C'est le racisme officiel avec toutes les lois restrictives, et dont les agressions policières contre les jeunes Antillais ne sont qu'un aspect. La loi permet à la police d'arrêter n'importe quel groupe de jeunes, de le traquer devant les tribunaux pour délit d'intention.

C'est le racisme au quotidien dans les secteurs les plus divers. Si vous êtes noir à Londres, par exemple vous aurez les plus grandes difficultés à trouver une assurance qui accepte

de vous couvrir et quand vous l'aurez trouvée elle essaiera de vous imposer un tarif différent.

Rien d'étonnant à ce que dans un tel contexte, le carnaval apparaisse aux yeux de beaucoup comme une manifestation politique.

UNE MANIFESTATION POLITIQUE ?

Quelles que soient les motivations de certains organisateurs, plus de 200 000 personnes dans la rue dans les conditions actuelles de l'émigration en Angleterre c'est une manifestation politique.

Certains participants ne s'y trompent pas, leurs thèmes, leurs slogans sont directement politiques.

Le pouvoir aussi a bien conscience de cet aspect des choses. Les différents gouvernements britanniques, travaillistes comme conservateurs ont tenté à plusieurs reprises de réduire et même de supprimer cette manifestation. Ils essayeront par exemple d'interdire la tenue de stands d'alimentation dans l'enceinte du carnaval, histoire de gêner les participants ; l'année suivante ils procèdent à un important déploiement de forces pour intimider les participants, conséquence : de violentes émeutes eurent lieu cette année-là ; ils joueront ensuite sur la carte de la collaboration, invitant les organisateurs à venir discuter avec leur police des meilleurs moyens de contrôler cette manifestation ; la dernière tentative en date est un essai de dispersion, en créant ou en suscitant des carnivals rivaux dans d'autres points de Londres. Toutes ces tentatives gouvernementales ont pratiquement échoué, le carnaval n'a cessé de grandir en force et en autorité.

Le carnaval antillais de Londres c'est donc une grande fête, c'est aussi une importante manifestation politique.

Débat sur la réforme foncière : quand on masque le vrai problème de la terre

SUITE DE LA PAGE 1

équilibrée à ces SICA en leur achetant leurs cannes à un prix tenant compte du coût de production de la tonne de canne... Et tout le monde se montrait satisfait de voir que l'administration, désormais engagée dans l'affaire par l'intermédiaire des SICA, se montrerait sans doute plus souple pour la fixation du prix de la tonne de canne...

On a appris aussi qu'il y aurait des prêts aux jeunes agriculteurs ou des indemnités pour ceux qui voudraient libérer la terre et aller à la retraite.

Bref, le public qui assistait à cette émission avait en face de lui des gens heureux.

Il y aurait des embûches, certes, ainsi ce fameux « problème social » des licenciés de la SIS. Mais l'un dans l'autre, si tout le monde y met du sien cette réforme foncière de Dijoud, serait une « chance » car elle permettrait de « mettre la terre à la disposition des travailleurs guadeloupéens ».

Et Bernier de donner des leçons de « bon guadeloupéen » en disant que ceux qui veulent distribuer la terre sont des « mauvais guadeloupéens ». Le secrétaire syndical de l'U.P.G., Mounien, ne dépareillait pas dans ce concert de réformistes.

A aucun moment ces messieurs n'ont osé aborder la question des conditions de « cession » comme ils le disent.

Comment cette « terre promise » reviendrait-elle aux ouvriers agricoles et aux colons ? Cette question n'a été soulevée par personne. Pourtant il s'agit bel et bien d'une vente. Et tous ces messieurs le savent mais préfèrent employer des mots tels que « cession », « remise ». Or, une des principales questions en discussion à l'heure actuelle est celle du prix d'achat de l'hectare de terre par la SAFER aux capitalistes fonciers, puis celui de l'hectare revendu par cette SAFER à des agriculteurs ou des groupes d'agriculteurs.

Une autre question importante tourne autour du nombre d'hectares minimum que devra acheter l'agriculteur.

En clair, ce qui est en train d'être négocié, c'est combien de dizaines de milliers de NF le colon devra donner à la SAFER pour récupérer la terre qu'il cultive et enrichit de son sang depuis des dizaines d'années, des centaines parfois.

Combien d'argent devra donner l'ouvrier agricole qui s'est fait exploiter depuis des décades sur les terres d'Empain.

Voilà la bonne affaire que l'état français propose aux travailleurs agricoles de Guadeloupe. Et dans ce débat, il ne s'est trouvé personne pour même soulever cette question primordiale.

Quand les révolutionnaires disent « la terre à ceux qui la travaillent », cela veut dire qu'elle doit revenir gratuitement à ceux qui depuis des décennies ont vécu, travaillé sué

sang et eau dessus, pour l'enrichir et la faire fructifier. La valeur du travail qu'on leur a volé car non payé, vaut largement toute indemnité. Les Barons Empain et autres capitalistes fonciers se sont déjà enrichis démesurément en exploitant depuis plus d'un siècle les travailleurs agricoles, les colons et les paysans pauvres de Guadeloupe. S'ils s'en vont ce n'est pas aux mêmes exploités de leur faire des cadeaux.

Et les gens qui se disent de gauche comme Florent Girard ou défenseur des travailleurs comme Mounien n'ont pipé mot de cela, ils contribuent tout autant que les Bernier ou autre suppôt invétéré du pouvoir d'entretenir l'illusion auprès des travailleurs agricoles, des paysans et des jeunes que cette nouvelle réforme foncière est la nouvelle panacée pouvant les guérir des maux dont ils sont victimes.

Marianne TIBUS

LE TERRORISME DU G.L.A. NE PREPARE EN RIEN L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS

SUITE DE LA PAGE 1

C'est donc un pouvoir qui non seulement échapperait au contrôle populaire, mais même pourrait très vite se retourner contre « le peuple ».

Quelle classe sociale dirigera la révolution anti-colonialiste, quel Etat sera mis en place, quel type de société remplacera la société coloniale détruite ?

Le G.L.A. ne se soucie point de répondre à toutes ces questions. Bien pis, il ne se les pose même pas. Les socialistes révolutionnaires se battent farouchement pour chasser le colonialisme des Antilles. Mais leur but politique c'est la réalisation de la société socialiste. Et il ne peut y avoir de socialisme sans la participation active et consciente de la classe ouvrière.

Mais même pour aboutir à une libération complète de l'impérialisme, cette lutte nécessite cette intervention consciente des travailleurs.

L'histoire des réfugiés cubains, symptôme des difficultés que connaît Cuba, la situation au Cambodge, pour ne prendre que ces deux exemples, montrent bien les limites d'une lutte de libération conduite par la petite bourgeoisie nationaliste.

Car aucun changement profond et réel de la société coloniale dans laquelle nous vivons, aucune émancipation sociale des couches

pauvres de cette société, aucune lutte anti-colonialiste conséquente ne peut se faire sans la participation active et sans l'intervention consciente de la classe qui fait marcher la société, la classe ouvrière.

La seule garantie qu'aient les couches sociales pauvres des Antilles que l'indépendance ne se retournera pas contre elles et que le pouvoir mis en place sera leur, c'est qu'elles prennent la tête de la lutte anti-colonialiste.

Faute pour la classe ouvrière et les couches pauvres de prendre la direction du combat contre l'impérialisme français l'indépendance des Antilles ne sera qu'une indépendance de façade qui laissera les Antilles du point de vue économique sous la coupe de l'impérialisme mondial, et au plan politique les masses exploitées sous la dictature de la petite bourgeoisie qui leur enlèvera tout droit à l'expression. En un mot une telle indépendance n'aboutirait qu'à un changement de régime politique et non pas un changement de société, c'est-à-dire à une véritable émancipation politique, économique et sociale. Cette émancipation passe forcément par l'instauration de la société socialiste.

Il est fort possible qu'il y ait au sein du G.L.A. des militants qui sincèrement désirent plus de justice sociale, plus de liberté, et une

société meilleure. Mais il ne peut y avoir plus de justice sociale, plus de liberté que dans la société socialiste. Or l'instauration d'une société socialiste nécessite forcément une intervention consciente de la classe ouvrière.

Alors d'aucuns prétendent que c'est par des actions d'éclat, c'est en abattant les membres de la classe dominante que l'on provoquera le réveil politique de la classe ouvrière.

C'est là un point de vue que nous ne partageons pas. Que les travailleurs regardent avec sympathie certaines actions terroristes et même applaudissent à ces actions, ils ne peuvent être dans ce cas que des spectateurs favorables. Or il ne s'agit pas de faire des travailleurs des spectateurs, même favorables.

Bien au contraire, c'est à la classe ouvrière de prendre la tête de la lutte contre le colonialisme et de veiller à ce que après l'indépendance le pouvoir ne lui échappe pas.

Mais pour qu'il en soit ainsi il est nécessaire que la classe ouvrière ait une claire conscience de son rôle et de sa mission historique.

Cette conscience, c'est des nombreuses luttes menées par les travailleurs qu'elle naîtra. C'est au cours des grèves, des occupations d'usines ou de terres, de manifestations et de toutes les autres formes de lutte qu'elle adoptera que la classe ouvrière se forgera la cons-

science de son rôle révolutionnaire.

Amener à cette conscience, en participant à ces nombreuses luttes, telle est la tâche des révolutionnaires socialistes.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728